

QUESTIONS ORALES

[Français]

L'ÉCONOMIE

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre suppléant.

Tout au long de la pire récession depuis la Dépression, le gouvernement n'a cessé de répéter que ce n'était pas de leur faute. Il a répété que la récession était causée par le contexte mondial et que les autres pays avaient aussi une mauvaise performance.

Par contre, dans son rapport de 1992 sur la compétitivité, le Forum économique mondial a montré que la compétitivité du Canada est tombée de la cinquième à la onzième place. La réalité, c'est que l'économie du Canada s'est effondrée plus vite et plus profondément que tout autre pays comparable.

Comment le premier ministre peut-il nier sa responsabilité et nier le fait que le Canada a la pire croissance de biens et de services du monde industrialisé?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, même si l'économie mondiale est faible, je pense que tous devraient être encouragés par les résultats obtenus au premier trimestre qui ont été révélés aujourd'hui et qui montrent une croissance de 1,7 p. 100 du produit intérieur brut. Cela fait quatre trimestres consécutifs de croissance. Je pense que tous les Canadiens devraient se réjouir de la tournure que prend la situation. En tout cas, nous nous en réjouissons ici, même si nous aimerions que cette croissance soit encore plus vigoureuse.

En ce qui concerne le rapport sur la compétitivité dans le monde, le *World Competitiveness Report*, je voudrais rappeler à la députée que les données servant de base à ce rapport sont désuètes. Ce rapport est basé principalement sur les chiffres de l'an dernier, quand le Canada avait le taux d'inflation le plus élevé parmi les pays du monde industrialisé, soit un taux de 6,2 p. 100. Depuis, il est tombé à 1,3 p. 100.

La députée devrait également savoir que le gouvernement a lancé une initiative de la prospérité et de la compétitivité très dynamique, dont l'impact se fait sentir

Questions orales

dans les chiffres parus aujourd'hui en ce qui concerne la croissance.

M. Tobin: C'est une campagne de publicité.

M. Mazankowski: Au cours du premier trimestre de cette année, la productivité a augmenté de 2,5 p. 100.

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, Statistique Canada a confirmé ce que 1,5 million de Canadiens savent depuis deux ans: que nous connaissons la pire récession depuis la grande dépression.

Après avoir remporté les élections en 1984, le gouvernement conservateur a déposé un budget.

• (1420)

Dans son premier budget, il y a huit ans, il a dit que son programme visait à accroître l'investissement, l'innovation et la compétitivité sur les marchés étrangers. Huit ans après l'annonce de ce programme, le Canada est tombé en chute libre, passant du cinquième au 11^e rang sur le chapitre de la compétitivité sur les marchés étrangers.

Dans le même budget, les conservateurs ont dit que le gouvernement avait pour priorité d'encourager un bien meilleur niveau de recherche et de développement au Canada.

Comment le premier ministre explique-t-il que, huit ans après qu'il a fait cette promesse, le Canada se classe au dernier rang parmi les pays industrialisés pour la recherche et le développement?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances): Monsieur le Président, la députée est absolument et totalement dans l'erreur lorsqu'elle laisse entendre que ce ralentissement ou que cette récession est la pire depuis les années 30.

Elle devrait savoir, et je lui dirai ce que révèlent les statistiques. En 1981, le déclin maximal était de quelque 5,3 à 5,5 p. 100. Au cours de la présente récession, il est d'environ 3,6 p. 100. Il y a là une différence remarquable.

En ce qui concerne la compétitivité et la productivité, je demanderais à la députée d'examiner les données qui ont été rendues publiques aujourd'hui. Elle constatera qu'il y a une relance et ce, grâce au commerce des marchandises, aux exportations et à l'accroissement de notre productivité. Cela devrait constituer de bonnes nouvelles pour tous les Canadiens.